

actuelle la plupart des fonctionnaires supérieurs et des autres fonctionnaires de l'administration résident à Washington.

M. ROSE: Certaines rumeurs inquiétantes veulent que les autorités militaires empêchent l'UNRRA d'entrer en fonctions. Cet organisme a été invité, m'a-t-on dit il y a quelques mois, à ne pas s'occuper de l'Europe et à aller en Extrême-Orient. Il s'agit peut-être de simples rumeurs, mais elles se répandent et la population y ajoute foi avec certaine raison peut-être, étant donné que certains chefs militaires ont dit: "Lorsque nous aurons terminé nos activités militaires, les autres pourront intervenir". Cela peut être long et, dans l'intervalle, la situation qui existe en Italie aurait pu être meilleure si l'UNRRA était intervenue en premier lieu, au lieu de laisser la distribution des denrées essentielles à l'AMGOT, le gouvernement militaire des alliés en territoires occupés.

Des rumeurs alarmantes circulent aussi sur le compte de certains membres de l'UNRRA qui seraient devenus très pessimistes. Je ne formule pas cette observation parce que je suis opposé à ce qui se fait. Nous devons tous faire bon accueil à toute mesure propre à aider à la restauration des pays de l'Europe et à la nôtre, puisque notre prospérité dépend de la tournure des événements là-bas. S'il y a des gouvernements qui se font tirer l'oreille, le gouvernement canadien doit élever la voix et protester contre les éléments qui tendent à entraver ce travail.

Le *Toronto Star* a publié un article inquiétant dans lequel on disait que l'UNRRA n'avait pu tenir sa réunion au Seignior Club à cause d'antisémitisme et qu'en conséquence il lui avait fallu se réunir ailleurs.

Le très hon. MACKENZIE KING: C'étaient des balivernes.

M. ROSE: Je cite le *Toronto Star*. Il s'agit d'un article de rédaction. Je suis heureux d'apprendre que ce n'est pas le cas, bien que je vous cite un article de ce journal.

Cependant, d'après mes lectures au sujet de la commission Hoover, il semblerait qu'elle fut mêlée à la situation politique en Europe et que les résultats en furent malheureux parce que, dans nombre de cas, au lieu de fournir des denrées alimentaires à ceux qui en avaient besoin, elle s'est occupée des éléments qui ont formé les mouvements réactionnaires en Europe. Je suis d'avis qu'à ce sujet on devrait donner une direction progressive et tolérante afin d'éviter toute ingérence politique de la part de l'UNRRA en Europe.

Il y a plusieurs autres questions relatives à l'UNRRA que j'aimerais traiter mais j'y reviendrai plus tard. Elles nous intéressent

[M. Claxton.]

tous. Par exemple, il y a le problème de l'UNRRA par rapport à l'assemblée Ribar et Tito en Yougoslavie. Cette question est très grave, et il y a aussi le problème de l'UNRRA surtout dans la zone régie par les 4e et 8e armées par rapport à certaines régions de la Chine. Il y a beaucoup de misère et les gens ne reçoivent pas de secours médicaux du gouvernement de Tchoungking, bien qu'ils combattent une bonne partie des troupes japonaises. Ce sont là des questions qu'il faudra étudier lorsqu'on présentera le bill.

M. CLAXTON: Je voudrais répondre à certaines des observations que vient de faire l'honorable représentant de Cartier (M. Rose). Il a fait allusion à certaines rumeurs que je me dois, ce me semble, de relever ici. Il a tout d'abord dit qu'on ne s'était pas rendu au Seignior Club pour y tenir une réunion parce que ce club n'admet pas les personnes de la religion juive. Je puis affirmer tout de suite qu'il n'y a absolument rien de fondé dans cette rumeur. Je me trouvais avec les représentants de l'UNRRA lorsqu'ils ont interrogé les représentants des hôtels du Pacifique-Canadien à Montréal. Or, quand nous leur avons parlé du Seignior Club, ils ont dit qu'il n'en était pas question parce qu'on ne pouvait pas tenir une réunion de cette importance à cet endroit. On n'a invoqué aucune autre raison et, si les honorables députés avaient pu voir le nombre de personnes présentes à cette réunion et se faire une idée des demandes de chambres, ils se seraient tout de suite rendu compte que le Seignior Club n'est pas l'endroit qui convient. L'hôtel Windsor a été choisi parce qu'on pouvait y obtenir tout l'espace voulu.

Pour ce qui est de la rumeur voulant que l'UNRRA ne soit pas autorisée à s'occuper de cette affaire par suite de difficultés avec les autorités militaires, je puis dire que je n'ai jamais entendu parler de telles difficultés, et nos représentants à Washington ainsi que le président du comité des approvisionnement m'assurent qu'il existe une collaboration des plus étroites. La difficulté est due à la mauvaise interprétation de l'accord. L'article 7 est ainsi conçu:

Nonobstant toute autre disposition contenue dans le présent accord, aussi longtemps que les hostilités se poursuivront ou que des exigences militaires existeront sur un territoire, l'administration et son directeur général ne devront y entreprendre aucune activité sans le consentement préalable du commandement militaire de ce territoire, et sans se soumettre à la régie que le commandement peut juger nécessaire. Il appartiendra au commandant militaire de décider si de telles hostilités ou nécessités militaires existent dans ce territoire.